

Das Verfahren für die Zeichnung eines Leasings ist identisch mit dem für die Zeichnung einer traditionellen Anleihe. Die regelmäßigen Leasingaufwendungen werden im ordentlichen Dienst gebucht.

V. HAUSHALTSDEFIZITE

V.1. Das eigentliche Rechnungsjahr

Haushaltspläne und Haushaltsanpassungen der Gemeinden dürfen für das eigentliche Rechnungsjahr kein Defizit aufweisen und müssen sich daher im Sinne der Gemeindebuchführung zumindest ausgeglichen gestalten (s. auch Punkt V.2. Absatz 2). Diese Regel ist auch bei der Mehrjahresplanung gültig. Ist dem nicht so, sind die Gründe des festgestellten Defizits und dessen eventuell struktureller Charakter gründlich zu analysieren, um Lösungen zu finden, um dieses Defizit künftig zu vermeiden.

Sollte eine Rechnungslegung diese Regel missachten und nicht durch außergewöhnliche und einmalige Umstände begründet sein, so wird der Fachbereich Lokale Behörden einen Bericht erstellen, der die Entwicklung der Haushalts- und Buchführungslage dieser Gemeinde während der letzten fünf Rechnungsjahre aufzeichnet. Auf Grundlage dieses Berichtes wird die Regierung die notwendigen Maßnahmen ergreifen.

V.2. Die Erfüllung der SEC-Normen

1. Jede Gemeinde (inklusive Region) sollte für den Zeitraum einer Legislaturperiode ein ausgeglichenes SEC-Resultat erreichen (Basis: Rechnungslegungen). Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann unter Berücksichtigung der Notwendigkeit bestimmter Projekte Ausnahmegenehmigungen nach Rücksprache mit den betroffenen Lokalen Behörden gewähren. Sie wird ebenfalls darauf achten, dass die neun Gemeinden und ÖSHZs innerhalb eines Jahres die SEC-Vorgaben respektieren.

2. Um das Erreichen der SEC-Vorgaben garantieren zu können, muss die Deutschsprachige Gemeinschaft über eine Übersicht der Planungen der Gemeinden für die kommenden Jahre verfügen. Neben den einzelnen Projekten, sollten im Außerordentlichen Dienst auch Pauschalen für regelmäßige Kosten oder Einnahmen vorgesehen werden und für den ordentlichen Dienst zumindest Globalsummen pro Ausgaben- und Einnahmengruppe samt einer kurzen Note zur angewendeten Berechnungsmethode. Die Gemeinden müssen dem Haushalt einen Finanzplan für die folgenden 5 Jahre beifügen, der ebenfalls durch den Gemeinderat verabschiedet werden muss und von der Kommission begutachtet wird. Diese Zahlen werden von Seiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit dem aktuellen Stand des Infrastrukturplanes verglichen und gegebenenfalls angepasst. Sind größere Umstrukturierungen von Nöten, können Konzertierungsversammlungen zwischen den Gemeinden und der Deutschsprachigen Gemeinschaft einberufen werden.

3. Der Aufsichtsbehörde sind für jedes Trimester zum 15. des letzten Monats des Folgetrimesters die effektiven Rechnungszahlen in einem adäquaten EDV-Format zu übermitteln. Bei der Verwaltung dieser Zahlen - und auf spezifische Anweisung des Instituts für volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen (IVG) - ist darauf zu achten, dass möglichst realistische und korrekte Zahlen vorgelegt werden. So müssen z.B. die Personalkosten sich in den entsprechenden Monaten wiederfinden und in diesem Falle folgerichtig relativ konstante Zahlen vorzuweisen sein. Diese Vorgaben gelten ebenfalls für die ÖSHZ.

V.3. Andere Kriterien zur Kontrolle der Finanzen

Im ordentlichen Haushalt sollten die Schuldausgaben keinesfalls die Höchstgrenze von 17,5 % der Gesamtausgaben des Rechnungsjahres überschreiten. Nicht berücksichtigt in dieser Berechnung wird der Anteil der Schuldausgaben der integral von einer übergeordneten Behörde getragen wird. Die Zahlen der Autonomen Gemeinderegion einer Gemeinde werden in diese Berechnung integriert. Sollte eine Gemeinde die vorgeschriebene Verschuldungsgrenze überschreiten, so muss sie der Aufsichtsbehörde eine erklärende Note vorlegen. Sollte die Aufsichtsbehörde zum Schluss kommen, dass die finanzielle Stabilität der Gemeinde gefährdet ist, so kann sie der Gemeinde Maßnahmen auferlegen, um deren Verschuldung zu senken.

Vorliegendes Rundschreiben wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Ministerpräsident
Minister für Lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205528]

4 SEPTEMBRE 2019. — Circulaire relative aux Taxes de circulation et de mise en circulation sur les véhicules automobiles. — Véhicules immatriculés à l'étranger et utilisés sur le territoire wallon par une personne résidant en Région wallonne. — Conditions d'imposition, d'exonération et d'exigibilité à la taxe de circulation et à la taxe de mise en circulation

I. INTRODUCTION

1. La présente circulaire s'inscrit dans le cadre de la 5^{ème} réforme de l'État fédéral, et des transferts de compétences fiscales entérinés au profit des entités fédérées.

2. Elle a trait à la matière de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation pour les véhicules automobiles dits « automatisés », matière dont le service de l'impôt est désormais assumé pour la Région wallonne par le Service public de Wallonie, et ce depuis le 1^{er} janvier 2014.

3. Plus spécifiquement, la présente a pour objectif de préciser les conditions d'une éventuelle taxation au profit de la Région wallonne de véhicules immatriculés au sein d'un État étranger et mis en circulation sur la voie publique en Région wallonne par des personnes qui y ont leur résidence.

4. Les véhicules « automatisés » sont les véhicules pour lesquels l'inscription auprès du répertoire des immatriculations belges tenu par la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transport, ou le fait qu'ils auraient dû être inscrits auprès dudit répertoire de la DIV, est un fait générateur de la taxation en matière de taxes de circulation et de mise en circulation. Il s'agit en l'occurrence des véhicules listés ci-dessous :

- Voitures;
- Voitures mixtes (break);
- Minibus;
- Ambulances;
- Motocyclettes de plus de 250cc;

- Tricycles et quadricycles (quad) à moteur;
- Camionnettes;
- Remorques à bateau;
- Remorques de camping (caravane);
- Véhicules de camping (motor-home, autocaravane);
- Remorques et semi-remorques d'une MMA supérieure à 750 kg et inférieure ou égale à 3.500 kg.

5. La notion de résidence en Wallonie pour un redevable signifie que la personne répond à l'une des conditions suivantes :

- a) Être inscrit dans les registres de la population d'une commune wallonne;
- b) Être inscrit dans la Banque-Carrefour belge des Entreprises (BCE) comme personne morale;
- c) En tant que personne morale être constituée par ou en vertu du droit international ou étranger et disposer d'un établissement fixe où le véhicule est géré ou utilisé.

II. CHAMP D'APPLICATION

2.1. Bases réglementaires

6. La matière visée par la présente circulaire est régie par divers textes réglementaires, soit :

- Le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ('CTA' ci-après), Titre II, en ce qui concerne la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;
- L'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules, en ce qui concerne l'immatriculation des véhicules automobiles;
- L'arrêté royal du 18 juin 2014 modifiant l'Arrêté royal 20 juillet 2001 précité, en ce qui concerne l'immatriculation des véhicules automobiles;
- Le Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;
- L'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

2.2. Principe d'imposition

2.2.1. Obligation d'immatriculation

7. L'article 3, § 1^{er}, de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules (*Moniteur belge* 8 août 2001) oblige les personnes résidant en Belgique à y faire immatriculer les véhicules qu'elles utilisent dans le Royaume, et ce même lorsque ces véhicules ont déjà fait l'objet d'une immatriculation dans un autre pays.

8. L'article susvisé fixe donc le principe général d'immatriculation en Belgique pour tout véhicule immatriculé à l'étranger et utilisé sur le territoire belge par des personnes qui y résident.

2.2.2. Soumission à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles

9. De cette obligation d'immatriculation en Belgique des véhicules visés à l'article 3, § 1^{er} de l'Arrêté royal précité découle le principe même de soumission du véhicules à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, en vertu des articles 3, 21 et 30 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA).

10. Selon l'article 3 du CTA, lequel détermine quels sont les véhicules imposables à la taxe de circulation, « il est établi une taxe sur les véhicules à vapeur ou à moteur, servant soit au transport des personnes, soit au transport sur route de marchandises ou d'objets quelconques ».

11. L'article 21 du même CTA fixe quant à lui le principe même de débit de la taxe, en stipulant que « la taxe est due par la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, aussi longtemps qu'un véhicule est ou doit être inscrit au nom de cette personne dans le répertoire matricule de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

Les véhicules visés à l'alinéa 1^{er} sont les voitures, les voitures mixtes, les voitures mixtes lentes, les minibus, les ambulances, les motocyclettes, les tricycles à moteur, les quadricycles à moteur, les camionnettes, les camionnettes lentes, les remorques à bateau, les remorques de camping, les véhicules de camping, les remorques et semi-remorques d'une masse maximale autorisée jusqu'à 3.500 kg ».

12. Enfin, l'article 30 du CTA détermine quant à lui le lieu d'imposition de la taxe, en stipulant que : « le lieu d'imposition est la commune qui figure ou doit figurer au certificat d'immatriculation au moment de la débit de la taxe ».

2.2.3. Soumission à la taxe de mise en circulation sur les véhicules automobiles

13. De cette obligation d'immatriculation en Belgique des véhicules visés à l'article 3, § 1^{er} de l'Arrêté royal précité découle le principe même de soumission desdits véhicules à la taxe de mise en circulation sur les véhicules automobiles, en vertu des articles 94 et 99 à 101 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA).

14. L'article 94 détermine les véhicules imposables à la taxe de mise en circulation. Les articles 99 à 101 fixent le principe de débit de la taxe ainsi que le lieu d'imposition.

2.2.4. Compétence fiscale de la Région wallonne

15. Consécutivement au transfert de compétences fiscales intervenu en date du 1^{er} janvier 2014 au profit des entités fédérées, la Région wallonne a repris à cette date le service de l'impôt en matière de taxe de circulation et de taxe de mise en circulation sur les véhicules automobiles.

16. Auparavant gérées au niveau fédéral par le SPF Finances, les taxes de circulation et de mise en circulation sont désormais à la fois établies et perçues par le Service public de Wallonie Fiscalité du Service public de Wallonie (SPW).

17. Depuis le 1^{er} janvier 2014, l'objet de la présente circulaire relève désormais de la compétence des Autorités régionales susmentionnées.

18. C'est, dès lors, à la Région wallonne exclusivement, par l'intermédiaire du SPW et du SPW Fiscalité, qu'il revient de soumettre à la taxe de circulation les véhicules immatriculés à l'étranger et utilisés sur son territoire par des personnes résidant en Région wallonne.

2.3. Exceptions au principe d'imposition

19. Le principe de soumission à la taxe de circulation et à la taxe de mise en circulation pour les véhicules immatriculés à l'étranger, tel qu'exposé au point 2.2. ci-avant, connaît un certain nombre d'exceptions.

20. Les cas d'exemption de la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation pour les véhicules immatriculés à l'étranger résultent de la non-obligation d'immatriculation en Belgique applicable à un certain nombre de situations limitativement énumérées.

21. Ces cas de figure sont répertoriés aux §§ 2 et 3 de l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 précité.

22. En vertu de cet article, l'obligation d'immatriculation en Belgique ne concerne pas :

a) le véhicule à moteur qu'un prestataire professionnel étranger de service met en location pour une personne résidant en Belgique, pour une durée maximale de 6 mois, non renouvelable; le contrat de location au nom de celui qui met le véhicule en circulation doit se trouver à bord du véhicule, signé et daté;

b) le véhicule qu'une personne physique utilise dans l'exercice de sa profession et accessoirement à titre privé et qui est mis à disposition par un employeur ou un donneur d'ordre étranger auquel cette personne est liée par un contrat de travail ou par un ordre; dans ce cas, une copie du contrat de travail ou de l'ordre de mission doit se trouver à bord du véhicule, ainsi qu'un document établi par l'employeur étranger attestant que celui-ci a mis le véhicule à disposition de cette personne;

c) le véhicule de personnes conduit par un fonctionnaire résidant en Belgique et qui travaille pour une institution internationale située dans un autre Etat membre de l'Union européenne; une carte d'accréditation délivrée par l'employeur doit toujours se trouver à bord du véhicule;

d) le véhicule dont le propriétaire est une personne considérée comme personne temporairement absente au sens de l'article 18, 6°, 6°bis, 8° et 9° de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers et lequel n'a pas son stationnement en Belgique pendant plus de six mois sans interruption.

Pour l'application de cette exception, sont considérées comme personnes temporairement absentes :

- le personnel militaire et civil des Forces belges stationnées à l'étranger, les militaires détachés à l'étranger, soit auprès d'organismes internationaux ou supranationaux, soit auprès d'une base militaire en pays étranger;

- à moins qu'ils ne demandent expressément leur radiation du registre de la population de la commune, les agents fédéraux, régionaux et communautaires exerçant une fonction dans une représentation diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, à condition qu'ils aient un lien hiérarchique avec le chef de poste et qu'ils soient inscrits sur la liste diplomatique de la représentation susmentionnée;

- à moins qu'elles ne demandent expressément leur radiation du registre de la population de la commune, les personnes envoyées en mission de coopération par des associations reconnues par la Direction générale Coopération au Développement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, pour la durée de leur mission de coopération.

e) la remorque qui est mise en circulation pour une période maximale de six mois;

f) le véhicule qui est mis à disposition à titre gratuit à une personne physique visée au § 1^{er} pendant une période d'un mois au maximum; un document établi par le titulaire étranger montrant que ce dernier donne l'autorisation d'utiliser le véhicule pendant une période déterminée avec mention de la date de fin, doit se trouver à bord du véhicule;

g) le véhicule utilisé par un étudiant pendant la durée effective de ses études, qui a sa résidence à l'étranger et qui séjourne en Belgique à seule fin de poursuivre ses études dans un établissement d'enseignement établi en Belgique. L'attestation en cours de validité de sa dernière inscription dans ledit établissement d'enseignement doit se trouver à bord du véhicule.

23. Il résulte de l'ensemble de ces considérations, qu'hormis les cas limitativement précités et autorisant le redevable à ne pas immatriculer son véhicule en Belgique, la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation restent effectivement dues en Région wallonne pour les véhicules immatriculés à l'étranger et utilisés dans les conditions de soumission à la taxe telles qu'exposées au point 2.2.

2.4. Interprétations administratives et développements jurisprudentiels

24. Les principes d'imposition et d'exemption à la taxe de circulation et à la taxe de mise en circulation énoncés aux points 2.2. et 2.3. ci-avant ont également fait l'objet d'interprétations et/ou d'assouplissements successifs, et ce au gré de la pratique administrative des Autorités compétentes ainsi que des décisions judiciaires rendues en cette matière.

25. Une attention toute particulière mérite ainsi d'être portée aux situations décrites ci-après.

2.4.1. Primo-arrivants en Wallonie en provenance de l'étranger

26. A l'occasion de l'arrivée en Wallonie d'une personne en provenance de l'étranger, l'Administration accepte un délai raisonnable de 30 jours calendrier pour que celui-ci se mette en ordre en matière d'immatriculation et de taxes de circulation et de mise en circulation. Ce délai de mise en ordre est calculé à compter de la date à laquelle le contribuable est considéré comme un résident wallon.

2.4.2. Véhicule à moteur qu'un prestataire professionnel étranger de service met en location pour une personne résidant en Belgique, pour une durée maximale de 6 mois, non renouvelable

27. La prise en location par une personne résidant en Région wallonne d'un véhicule immatriculé à l'étranger est limitée à une période de 6 mois maximum. Aucune prorogation n'est donc possible. Il n'est pas accepté qu'un même contribuable reloue le même véhicule sauf à acquitter les taxes de circulation et de mise en circulation y afférentes.

28. Le contrat de location ou sa copie doit accompagner le véhicule en permanence.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

29. Il n'est pas nécessaire que la personne donnant droit à l'exemption soit la conductrice du véhicule concerné. Toutefois, si cette personne n'est pas présente dans le véhicule, il importe que l'autre personne conductrice du véhicule soit domiciliée à la même adresse que celle ouvrant le droit à une non-obligation d'immatriculation en Belgique.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.3. Mise à disposition d'un véhicule dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un ordre de mission

2.4.3.1. Exonération au bénéfice des personnes physiques liées à un employeur étranger par contrat de travail

30. L'Arrêté royal du 18 juin 2014 (*Moniteur belge* du 5 septembre 2014) a apporté une modification substantielle à l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

31. Avant l'entrée en vigueur de l'Arrêté royal du 18 juin 2014 précité, une attestation délivrée préalablement par le SPF Finances - Administration de la TVA était requise à bord du véhicule, dans l'hypothèse de l'utilisation par une personne physique à des fins professionnelles et accessoirement privées d'un véhicule mis à sa disposition par un employeur ou donneur d'ordre étranger, et ce aux fins d'éviter l'obligation d'immatriculation dudit véhicule en Belgique.

32. Suite à l'entrée en vigueur de l'Arrêté royal du 18 juin 2014 précité, et comme mentionné au point 2.3. ci-avant, l'exigence préalable d'une attestation TVA à bord du véhicule est désormais remplacée par celle de disposer à bord des deux documents suivants :

- une copie du contrat de travail liant la personne physique concernée à son employeur;

- une attestation établie par cet employeur indiquant que le véhicule immatriculé à l'étranger est mis de manière effective à disposition de cette personne.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

33. Il n'est pas nécessaire que la personne donnant droit à l'exemption soit la conductrice du véhicule concerné. Toutefois, si cette personne n'est pas présente dans le véhicule, il importe que l'autre personne conductrice du véhicule soit domiciliée à la même adresse que celle ouvrant le droit à une non-obligation d'immatriculation en Belgique.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.3.2. Extension au bénéfice des personnes physiques liées à un donneur d'ordre étranger

34. Le bénéfice de l'exonération de taxe de circulation liée à la dispense d'immatriculation en Belgique profite également aux personnes physiques qui sont liées par un ordre à un donneur d'ordre étranger.

35. Dans ce cadre, est dispensé d'immatriculer son véhicule en Belgique et de payer la taxe de circulation tout résident belge revêtu de la qualité de travailleur indépendant pouvant justifier l'exercice d'une activité professionnelle réelle dans l'Etat membre dans lequel le véhicule utilisé a été immatriculé.

36. Doivent obligatoirement se trouver à bord :

- une copie de l'ordre de mission liant la personne physique concernée à son donneur d'ordre étranger;
- une attestation établie par ce donneur d'ordre indiquant que le véhicule immatriculé à l'étranger est mis de manière effective à disposition de cette personne.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

37. Il n'est pas nécessaire que la personne donnant droit à l'exemption soit la conductrice du véhicule concerné. Toutefois, si cette personne n'est pas présente dans le véhicule, il importe que l'autre personne conductrice du véhicule soit domiciliée à la même adresse que celle ouvrant le droit à une non-obligation d'immatriculation en Belgique.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

38. L'associé actif et le mandataire de société (gérant ou administrateur chargé de la gestion de la société) peuvent bénéficier du régime d'exception ici prévu à condition d'être rémunéré pour cette activité. Leur mandat ne peut dès lors pas être exercé à titre gratuit. Par contre, l'associé non actif et l'actionnaire d'une société se limitant à recueillir les fruits de ce qu'ils ont investis dans la société sans y exercer d'activité réelle, ne sont pas assujettis au statut social des travailleurs indépendants en Belgique et ne peuvent donc pas bénéficier du régime d'exception fixé par l'AR du 20.07.2001.

39. Par dérogation au point 36., et spécifiquement pour les personnes concernées au point 38., doivent obligatoirement se trouver à bord :

- une copie des statuts de la société attestant de la qualité d'associé actif, de gérant ou d'administrateur rémunéré;
- le contrat de leasing ou la convention de mise à disposition du véhicule.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

40. Par ailleurs, la personne ayant sa résidence en Région wallonne et exerçant sa profession en qualité de travailleur indépendant dans un Etat étranger (activité réelle pouvant par exemple être attestée par l'existence d'un bureau, d'une clientèle et par un contrôle de la sécurité sociale du pays où l'activité est exercée) et circulant dans un véhicule pris en leasing auprès d'une société de leasing étrangère, ne peut se voir imposer l'immatriculation en Belgique, lorsque ce véhicule n'est ni destiné à être essentiellement utilisé sur le territoire de la Belgique à titre permanent, ni, en fait, utilisé de cette façon.

L'extension du droit de bénéficier de l'exemption à l'obligation d'immatriculation visée au paragraphe précédent résulte de la jurisprudence européenne en vertu de laquelle "la circonstance qu'un résident belge exerce son activité non salariée au Luxembourg en tant que personne physique possédant un établissement stable dans cet Etat membre et non en tant qu'administrateur ou gérant d'une société établie dans ce même Etat membre ou le fait qu'il a lui-même pris un véhicule en leasing auprès d'une société luxembourgeoise et non par l'intermédiaire d'un employeur qui mettrait ensuite un véhicule à sa disposition ne sauraient justifier une obligation d'immatriculation telle que celle en cause dans l'affaire au principal." (Ordonnance du 24 octobre 2008 en cause de Marc Vandermeir c/ l'Etat belge - SPF Finances, C 364/08).

41. Par dérogation aux points 36. et 39., et spécifiquement pour les personnes concernées au point 40., doivent obligatoirement se trouver à bord :

- une copie du ou des contrat(s) d'entreprise en cours;
- le contrat de leasing ou la convention de mise à disposition du véhicule.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.4. Extension jurisprudentielle et précision réglementaire au bénéfice des utilisateurs occasionnels de véhicules immatriculés à l'étranger - notion de "prêt à titre gratuit"

42. La question qui se pose est celle d'un contrôle mettant en évidence une utilisation par une personne résidant en Région wallonne d'un véhicule immatriculé à l'étranger en dehors de toute prestation à caractère économique, autrement dit d'une utilisation à titre gratuit (un prêt gratuit transfrontalier).

43. En pareille hypothèse, la règle nationale qui impose l'immatriculation de ce véhicule dans l'Etat membre de résidence de l'utilisateur contrevient-elle ou non à une règle de droit européen ?

44. La CJCE s'est prononcée sur ce sujet dans un arrêt du 26 avril 2012 (affaires jointes C-578/10, C-579/10 et C/580/10 à la suite de questions préjudicielles posées à la Cour par le Hoge Raad der Nederlanden des Pays-Bas).

45. Dans cette affaire, la Cour a estimé que le prêt à usage transfrontalier, à titre gratuit, d'un véhicule automobile constitue un mouvement de capitaux au sens de l'article 56 CE.

46. Dans son arrêt, la Cour dit donc pour droit que :

"l'article 56 CE doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation d'un Etat membre qui impose à ses résidents ayant emprunté un véhicule immatriculé dans un autre Etat membre à un résident de ce dernier Etat, lors de la première utilisation de ce véhicule sur le réseau routier national, le paiement de l'intégralité d'une taxe, normalement due à l'occasion de l'immatriculation d'un véhicule dans le premier Etat membre, sans tenir compte de la durée d'utilisation dudit véhicule sur ce réseau routier et sans que cette personne puisse faire valoir un droit à exonération ou à remboursement lorsque ce même véhicule n'est ni destiné à être essentiellement utilisé dans le premier Etat membre ni, en fait, utilisé de cette façon".

47. La Cour juge enfin qu'il appartient à la juridiction nationale d'apprécier la durée des prêts et la nature d'utilisation effective des véhicules empruntés.

48. Concernant le point précédent, il y a lieu désormais de prendre en considération les dispositions de l'arrêté royal du 18 juin 2014 précité, lequel précise qu'aux fins de non-immatriculation du véhicule étranger, ce dernier ne peut être utilisé que pour une durée d'un mois maximum, et qu'un document établi par le titulaire étranger montrant que

ce dernier donne l'autorisation d'utiliser le véhicule pendant une période déterminée avec mention de la date de fin, doit se trouver à bord dudit véhicule (voir point 2.3.1 f) ci-avant).

49. Le prêt à titre gratuit d'un véhicule immatriculé à l'étranger ne peut donc être prorogé de mois en mois. La limitation d'un mois par exercice fiscal est donc entendue de manière stricte.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

50. Le document attestant du prêt à titre gratuit doit se trouver en permanence à bord du véhicule concerné.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

51. Il n'est pas nécessaire que la personne donnant droit à l'exemption soit la conductrice du véhicule concerné. Toutefois, si cette personne n'est pas présente dans le véhicule, il importe que l'autre personne conductrice du véhicule soit domiciliée à la même adresse que celle ouvrant le droit à une non-obligation d'immatriculation en Belgique.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.5. Cas du véhicule conduit par un fonctionnaire résidant en Belgique et qui travaille pour une institution internationale située dans un autre État membre de l'Union européenne

52. La carte d'accréditation du fonctionnaire international doit toujours se trouver à l'intérieur du véhicule concerné. En outre, l'Institution internationale pour laquelle il travaille doit être située dans le pays d'immatriculation du véhicule concerné.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

53. Il n'est pas nécessaire que la personne donnant droit à l'exemption soit la conductrice du véhicule concerné. Toutefois, si cette personne n'est pas présente dans le véhicule, il importe que l'autre personne conductrice du véhicule soit domiciliée à la même adresse que celle ouvrant le droit à une non-obligation d'immatriculation en Belgique.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.6. Cas du véhicule utilisé par un étudiant pendant la durée effective de ses études, ayant sa résidence à l'étranger et séjournant en Belgique à seule fin de poursuivre ses études dans un établissement d'enseignement établi en Belgique

54. L'attestation en cours de validité de la dernière inscription de l'étudiant résidant à l'étranger dans ledit établissement d'enseignement doit se trouver à bord du véhicule concerné par l'exemption.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule.

55. Il n'est pas nécessaire que l'étudiant résidant à l'étranger soit le conducteur du véhicule concerné. Toutefois, si l'étudiant résidant à l'étranger n'est pas présent dans le véhicule, il importe que le conducteur du véhicule résident wallon séjourne ou réside à la même adresse en Belgique que celle de l'étudiant résidant à l'étranger.

A défaut, la taxation sera établie dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon quel qu'il soit.

2.4.7. Cas du véhicule immatriculé dans un autre État membre mais appartenant à un résident belge l'utilisant de manière exceptionnelle en Belgique

56. L'utilisation ne peut excéder 30 jours par année calendrier.

57. Un document établi et signé par le titulaire mentionnant clairement les dates de début et de fin de l'usage du véhicule en Belgique doit se trouver à bord du véhicule.

58. Le document précité au point 57 doit se trouver en permanence à bord du véhicule concerné.

Le non-respect de cette condition entraîne la taxation dans le chef du conducteur du véhicule résident wallon, quel qu'il soit.

2.4.8. Cas de l'utilisation en Belgique par une personne résidant à l'étranger d'un véhicule immatriculé sous une plaque commerciale délivrée par un autre État membre

59. La circulation est autorisée si et seulement si les quatre conditions suivantes sont réunies :

- Une autorisation valable à bord du véhicule permettant de prendre part à la circulation routière en tant que véhicule porteur d'une marque d'immatriculation commerciale et la validité des plaques commerciales y correspondantes non expirée;

- Participation du véhicule à la circulation dans le but d'assurer son importation, son exportation ou le transit dans le cadre d'une transaction commerciale intracommunautaire attestée par des documents douaniers ou une copie de la facture;

- Utilisation autorisée du véhicule uniquement s'il ne constitue aucun danger direct et immédiat pour la sécurité routière;

- Le véhicule dispose d'une assurance relative à la circulation dudit véhicule sur l'ensemble du trajet parcouru.

60. En dehors de ces conditions, le véhicule immatriculé à l'étranger sous une plaque commerciale d'un autre État membre ne pourra pas circuler sur notre territoire. Une procédure de taxation devra le cas échéant être réalisée.

III. PRINCIPE D'EXIGIBILITE DE LA TAXE

61. Selon l'article 22 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA) :

"§ 1^{er}. La taxe (de circulation) est due par périodes successives de douze mois consécutifs, la première prenant cours le premier jour du mois au cours duquel le véhicule est ou doit être inscrit audit répertoire (i.e. le répertoire matriculé de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules - D.I.V.).

§ 2. Toute période de douze mois consécutifs visée au § 1^{er} constitue un exercice d'imposition. Celui-ci est désigné par le millésime de l'année au cours de laquelle se situe le début de cette période."

62. De même, l'article 29 du CTA stipule que :

« La taxe doit être versée de la manière et dans le délai indiqués sur l'invitation à payer adressée à cette fin au redevable par le service désigné par le Gouvernement. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à quinze jours.

A défaut d'un tel avis, la taxe doit être versée, selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon, au plus tard à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel elle est due. »

63. A noter qu'en ce qui concerne les procédures de taxation, délais d'imposition et d'exigibilité de la taxe de circulation due pour les véhicules automobiles, il convient également de se référer aux dispositions du Décret du 6 mai 1999 précité (Chapitres III et IV).

IV. PROCEDURE DE TAXATION

64. En ce qui concerne les moyens mis à disposition du Service public de Wallonie Fiscalité en termes d'investigations, de contrôles et de moyens de preuve aux fins d'établissement de la taxe visée par la présente circulaire, il est ici renvoyé aux textes réglementaires applicables, soit essentiellement le Décret du 6 mai 1999 (chapitre II).

65. En ce qui concerne les voies de recours administratifs et judiciaires ouvertes au redevable en cas de contestation de la taxation établie, il est également fait référence aux dispositions du Décret du 6 mai 1999 susvisé (chapitre V).

V. ENTREE EN VIGUEUR

66. La circulaire est d'application immédiate.

Namur, le 4 septembre 2019.

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205528]

4. SEPTEMBER 2019 — Rundschreiben über die Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer auf Kraftfahrzeuge — Im Ausland zugelassene Fahrzeuge, die eine in der Wallonischen Region wohnhafte Person auf dem wallonischen Gebiet benutzt. — Bedingungen für die Besteuerung, die Steuerbefreiung und den Steueranspruch betreffend die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer

I. EINFÜHRUNG

1. Vorliegendes Rundschreiben fügt sich in den Rahmen der 5. Reform des Föderalstaates und der beschlossenen Übertragungen von steuerlichen Befugnissen zugunsten der föderierten Gebietskörperschaften.

2. Es betrifft die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer für sogenannte "automatisierte" Kraftfahrzeuge, d.h. eine Angelegenheit, für die der Steuerdienst für die Wallonische Region nunmehr, und zwar seit dem 1. Januar 2014, vom Öffentlichen Dienst der Wallonie gewährleistet wird.

3. Der spezifische Zweck dieses Rundschreibens besteht in der Festlegung der Bedingungen für eine eventuelle Besteuerung zugunsten der Wallonischen Region von in einem ausländischen Staat zugelassenen Fahrzeugen, die auf den öffentlichen Straßen der Wallonischen Region von dort wohnhaften Personen in Betrieb genommen werden.

4. Als "automatisierte" Fahrzeuge gelten die Fahrzeuge, deren Eintragung im belgischen Fahrzeugverzeichnis, das von der Direktion für Fahrzeugzulassungen (DIV) des FÖD Mobilität und Transportwesen geführt wird, oder die Tatsache, dass sie in diesem Verzeichnis eingetragen hätten werden sollten, ein Steuertatbestand in Sachen Verkehrssteuern und Inbetriebsetzungssteuern darstellt. Es handelt sich hier um die nachstehend aufgelisteten Fahrzeuge:

- Personenkraftwagen;
- Kombiwagen;
- Kleinbusse;
- Krankenwagen;
- Motorräder mit mehr als 250 cm³;
- motorgetriebene Dreiradfahrzeuge und Vierradfahrzeuge ("Quads");
- Lieferwagen;
- Bootsanhänger;
- Wohnanhänger (Wohnwagen);
- Wohnmobile;
- Anhänger und Sattelanhänger mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht (hzG) von höchstens 3.500 kg.

5. Der Begriff des Wohnorts in der Wallonie für einen Steuerpflichtigen bedeutet, dass die Person einer der folgenden Bedingungen genügt:

- a) im Bevölkerungsregister einer wallonischen Gemeinde eingetragen sein;
- b) in der belgischen zentralen Bank der Unternehmen (ZDU) als juristische Person eingetragen sein;
- c) als juristische Person durch oder kraft des internationalen oder ausländischen Rechts gebildet sein, und über eine feste Niederlassung verfügen, wo das Fahrzeug verwaltet oder benutzt wird.

II. ANWENDUNGSBEREICH

2.1. Verordnungsgrundlagen

6. Die Angelegenheit, die Gegenstand des vorliegenden Rundschreibens ist, unterliegt verschiedenen Verordnungstexten:

- dem Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (nachstehend EstGStGB), Titel II, was die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge betrifft;
- dem Königlichen Erlass vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen, was die Zulassung der Kraftfahrzeuge betrifft;
- dem Königlichen Erlass vom 18. Juni 2014 zur Abänderung des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001, was die Zulassung der Kraftfahrzeuge betrifft;
- dem Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;
- dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben.

2.2. Besteuerungsprinzip

2.2.1. Zulassungspflicht

7. Kraft Artikel 3 § 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. August 2001) sind die Personen, die ihren Wohnort in Belgien haben, verpflichtet, die Fahrzeuge, die sie im Königreich benutzen, in Belgien zulassen zu lassen. Dies gilt auch, wenn diese Fahrzeuge bereits in einem anderen Land zugelassen worden sind.

8. Der vorgenannte Artikel bestimmt also den allgemeinen Grundsatz der Zulassung in Belgien von jedem im Ausland zugelassenen Fahrzeug, das auf dem belgischen Staatsgebiet von in Belgien wohnhaften Personen benutzt wird.

2.2.2. Pflicht zur Erhebung der Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge

9. Aus dieser Pflicht, dass die in Artikel 3 § 1 des vorgenannten Königlichen Erlasses genannten Fahrzeuge in Belgien zugelassen werden müssen, ergibt sich kraft Artikel 3, 21 und 30 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (EstGStGB) das Prinzip, dass diese Fahrzeuge der Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge unterliegen.

10. Nach Artikel 3 EstGStGB, in dem diejenigen Fahrzeuge bestimmt werden, die der Verkehrssteuer unterliegen, "wird eine Steuer auf die Dampf- oder Motorfahrzeuge eingeführt, die entweder zum Personenkraftverkehr, oder zum Kraftverkehr von Gütern oder beliebigen Gegenständen dienen".

11. Artikel 21 EstGStGB bestimmt den Grundsatz der Auferlegung der Steuer, indem er Folgendes festlegt: "die Steuer ist von der natürlichen oder juristischen Person zu entrichten, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben oder anzugeben ist; dies gilt solange ein Fahrzeug im Fahrzeugverzeichnis der Direktion für Fahrzeugzulassungen auf den Namen dieser Person eingetragen oder einzutragen ist.

Als Fahrzeuge im Sinne von Absatz 1 gelten die Personenkraftwagen, die Kombiwagen, die langsamen Kombiwagen, die Kleinbusse, die Krankenwagen, die Motorräder, die motorgetriebenen Dreiradfahrzeuge und Vierradfahrzeuge, die Lieferwagen, die langsamen Lieferwagen, die Bootsanhänger, die Wohnanhänger, die Wohnmobile, die Anhänger und Sattelanhänger mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht bis 3.500 kg".

12. Schließlich bestimmt Artikel 30 EstGStGB den Ort der Besteuerung: "der Besteuersort ist die Gemeinde, die zum Zeitpunkt der Auferlegung der Steuer in der Zulassungsbescheinigung angegeben oder anzugeben ist".

2.2.3. Pflicht zur Erhebung der Inbetriebsetzungssteuer auf Kraftfahrzeuge

13. Aus dieser Pflicht, dass die in Artikel 3 § 1 des vorgenannten Königlichen Erlasses genannten Fahrzeuge in Belgien zugelassen werden müssen, ergibt sich kraft Artikel 94 und 99 bis 101 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (EstGStGB) das Prinzip, dass diese Fahrzeuge der Inbetriebsetzungssteuer auf Kraftfahrzeuge unterliegen.

14. Artikel 94 bestimmt diejenigen Fahrzeuge, die der Inbetriebsetzungssteuer unterliegen. Die Artikel 99 bis 101 bestimmen das Prinzip der Auferlegung der Steuer sowie den Besteuersort.

2.2.4. Steuerliche Befugnis der Wallonischen Region

15. Anschließend an die am 1. Januar 2014 stattgefundene Übertragung von steuerlichen Befugnissen zugunsten der föderierten Gebietskörperschaften hat die Wallonische Region an diesem Datum den Steuerdienst im Bereich der Verkehrssteuer und der Inbetriebsetzungssteuer auf Kraftfahrzeuge übernommen.

16. Die früher auf föderaler Ebene vom FÖD Finanzen verwalteten Verkehrssteuern und Inbetriebsetzungssteuern werden nunmehr von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie (ÖDW) Steuerwesen festgelegt und erhoben.

17. Der Gegenstand des vorliegenden Rundschreibens unterliegt somit seit dem 1. Januar 2014 der Befugnis der oben genannten regionalen Behörde.

18. Somit obliegt es ausschließlich der Wallonischen Region, über den ÖDW und den ÖDW Steuerwesen, die im Ausland zugelassenen Fahrzeuge, die auf ihrem Gebiet von in der Wallonischen Region wohnhaften Personen benutzt werden, der Verkehrssteuer zu unterwerfen.

2.3. Ausnahmen zum Besteuerungsprinzip

19. Zu dem Prinzip der Erhebung der Verkehrssteuer und der Inbetriebsetzungssteuer für im Ausland zugelassene Fahrzeuge nach Ziffer 2.2 gibt es eine bestimmte Anzahl Ausnahmen.

20. Die Fälle, in denen in Sachen Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer für im Ausland zugelassene Fahrzeuge eine Steuerbefreiung anwendbar ist, ergeben sich aus der Nichtverbindlichkeit der Fahrzeugzulassung in einer beschränkten Anzahl von Situationen.

21. Diese werden in den Paragraphen 2 und 3 von Artikel 3 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 angegeben.

22. Kraft dieses Artikels gilt die Pflicht der Zulassung in Belgien nicht für:

a) Motorfahrzeuge, die ein ausländischer gewerbsmäßiger Dienstleistungsbetrieb an eine in Belgien wohnhafte Person für eine nicht erneuerbare Höchstdauer von 6 Monaten vermietet; der Mietvertrag auf den Namen desjenigen, der das Fahrzeug in Betrieb nimmt, ist unterzeichnet und datiert im Fahrzeug mitzuführen;

b) Fahrzeuge, die eine natürliche Person für die Ausübung ihres Berufs und nebenbei für private Zwecke benutzt und die von einem ausländischen Arbeitgeber oder Auftraggeber, mit dem diese Person durch einen Arbeitsvertrag oder einen Auftrag verbunden ist, zur Verfügung gestellt werden; eine Kopie des Arbeitsvertrags oder Auftrags ist im Fahrzeug mitzuführen sowie ein durch den ausländischen Arbeitgeber oder Auftraggeber ausgestelltes Dokument, durch das bescheinigt wird, dass Letzterer das Fahrzeug dieser Person zur Verfügung gestellt hat;

c) Personenfahrzeuge, die von einem Beamten gesteuert werden, der in Belgien wohnhaft ist und für eine in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegene internationale Einrichtung tätig ist: Eine vom Arbeitgeber ausgestellte Akkreditierungskarte ist im Fahrzeug mitzuführen;

d) Fahrzeuge, deren Eigentümer eine Person ist, die im Sinne von Artikel 18 Ziffer 6, 6bis, 8 und 9 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 1992 über die Bevölkerungsregister und das Fremdenregister als zeitweilig abwesend gilt, und die nicht länger als sechs Monate ununterbrochen in Belgien abgestellt sind.

Zwecks der Anwendung dieser Ausnahme gelten als zeitweilig abwesend:

- Militär- und Zivilpersonal der im Ausland stationierten Belgischen Streitkräfte, ins Ausland abkommandierte Militärpersonen, sei es zu internationalen oder supranationalen Einrichtungen oder zu einer Militärbasis im Ausland;

- Föderal-, Regional- und Gemeinschaftsbedienstete, die ein Amt in einer belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland ausüben, vorausgesetzt, sie haben eine hierarchische Verbindung zum Leiter der Vertretung und sind auf der Diplomatenliste der vorerwähnten Vertretung eingetragen, es sei denn, sie beantragen ausdrücklich ihre Löschung aus dem Bevölkerungsregister der Gemeinde;

- Personen, die von Vereinigungen, die von der Generaldirektion Entwicklungszusammenarbeit des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten, Außenhandel und Entwicklungszusammenarbeit anerkannt werden, einen Auftrag im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit erhalten haben, dies für die Dauer ihres Zusammenarbeitsauftrags, es sei denn, sie beantragen ausdrücklich ihre Löschung aus dem Bevölkerungsregister der Gemeinde.

e) Anhänger, die für höchstens sechs Monate in Betrieb genommen werden;

f) Fahrzeuge, die einer natürlichen in § 1 erwähnten Person für höchstens einen Monat kostenlos zur Verfügung gestellt werden; ein durch den ausländischen Inhaber ausgestelltes Dokument ist im Fahrzeug mitzuführen, durch das bescheinigt wird, dass dieser eine zeitlich begrenzte Erlaubnis für den Gebrauch des Fahrzeugs erteilt, mit Angabe der Gültigkeitsdauer;

g) Fahrzeuge, die durch Studenten, die im Ausland wohnhaft sind und sich in Belgien nur zum Zweck aufhalten, ihr Studium an einer in Belgien ansässigen Lehranstalt fortzusetzen, für die tatsächliche Dauer ihres Studiums an einer in Belgien ansässigen Lehranstalt benutzt werden. Die gültige Bescheinigung der letzten Einschreibung in der betreffenden Lehranstalt ist im Fahrzeug mitzuführen.

23. Aus den oben stehenden Ausführungen ergibt sich, dass die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer für im Ausland zugelassene Fahrzeuge, die unter den Bedingungen, in denen die Steuer gemäß Ziffer 2.2 anzuwenden ist, benutzt werden (außer in den oben genannten begrenzten Fällen, in denen der Steuerpflichtige sein Fahrzeug nicht in Belgien zulassen muss) tatsächlich in der Wallonischen Region zu zahlen sind.

2.4. Verwaltungsmäßige Auslegungen und Entwicklungen in der Rechtsprechung

24. Die unter 2.2 und 2.3 erläuterten Prinzipien in Sachen Besteuerung und Steuerbefreiung betreffend die Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer sind je nach der verwaltungsmäßigen Praxis der befugten Behörden und den in dieser Angelegenheit getroffenen gerichtlichen Entscheidungen Gegenstand von aufeinanderfolgenden Auslegungen bzw. Lockerungen gewesen.

25. Den nachstehend beschriebenen Situationen ist besondere Aufmerksamkeit zu widmen.

2.4.1. Neuankömmlinge in der Wallonie, aus dem Ausland

26. Wenn sich eine aus dem Ausland kommende Person in der Wallonie niederlässt, betrachtet die Verwaltung, dass 30 Kalendertage eine vernünftige Frist sind, um sich im Bereich der Fahrzeugzulassung und der Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer in Ordnung zu bringen. Diese Frist wird ab dem Tag berechnet, an dem der Steuerpflichtige als in der Wallonie wohnhafte Person betrachtet wird.

2.4.2. Motorfahrzeuge, die ein ausländischer gewerbsmäßiger Dienstleistungsbetrieb an eine in Belgien wohnhafte Person für eine nicht erneuerbare Höchstdauer von 6 Monaten vermietet.

27. Die Anmietung eines im Ausland zugelassenen Fahrzeugs durch eine in der Wallonischen Region wohnhafte Person ist auf höchstens 6 Monate beschränkt. Diese Frist kann nicht erneuert werden. Es wird nicht akzeptiert, dass derselbe Steuerpflichtige dasselbe Fahrzeug noch einmal anmietet, außer wenn er die betreffenden Steuern (Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer) zahlt.

28. Der Mietvertrag oder seine Abschrift müssen sich ständig im Fahrzeug befinden.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

29. Die Person, die den Anspruch auf die Steuerbefreiung begründet, muss nicht notwendigerweise der Fahrer des Fahrzeugs sein. Wenn sich diese Person jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist es wichtig, dass die andere Person, die der Fahrer des Fahrzeugs ist, ihren Wohnsitz an derselben Adresse hat als diejenige, die den Anspruch auf eine Befreiung von der Zulassung in Belgien begründet.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.3. Zurverfügungstellung eines Fahrzeugs im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder eines Auftrags

2.4.3.1. Steuerbefreiung zugunsten der natürlichen Personen, die durch einen Arbeitsvertrag mit einem ausländischen Arbeitnehmer vertraglich gebunden sind

30. Durch den Königlichen Erlass vom 18. Juni 2014 (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. September 2014) wurde der Königliche Erlass vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen wesentlich abgeändert.

31. Vor dem Inkrafttreten des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2014 musste sich eine vorher vom FÖD Finanzen - Mehrwertsteuerverwaltung ausgestellte Bescheinigung stets an Bord des Fahrzeugs befinden, wenn dieses Fahrzeug von einem ausländischen Arbeitgeber oder Auftraggeber zur Verfügung gestellt war und von einer natürlichen Person für die Ausübung ihres Berufs und nebenbei für private Zwecke benutzt wurde, dies um die Pflicht der Zulassung des Fahrzeugs in Belgien zu vermeiden.

32. Wie unter 2.3 angegeben ist die Anforderung des Vorhandenseins einer MwSt.-Bescheinigung an Bord des Fahrzeugs anschließend an das Inkrafttreten des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2014 nunmehr durch die Pflicht ersetzt worden, die folgenden beiden Dokumente an Bord zu haben:

- eine Abschrift des Arbeitsvertrags zwischen der betreffenden natürlichen Person und ihrem Arbeitgeber;

- eine von diesem Arbeitgeber ausgestellte Bescheinigung, aus der sich ergibt, dass das im Ausland zugelassene Fahrzeug tatsächlich dieser Person zur Verfügung gestellt wird.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

33. Die Person, die den Anspruch auf die Steuerbefreiung begründet, muss nicht notwendigerweise der Fahrer des Fahrzeugs sein. Wenn sich diese Person jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist es wichtig, dass die andere Person, die der Fahrer des Fahrzeugs ist, ihren Wohnsitz an derselben Adresse hat als diejenige, die den Anspruch auf eine Befreiung von der Zulassung in Belgien begründet.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.3.2. Erweiterung zugunsten der natürlichen Personen, die mit einem ausländischen Auftraggeber verbunden sind

34. Die natürlichen Personen, die durch einen Auftrag mit einem ausländischen Auftraggeber verbunden sind, haben ebenfalls Anspruch auf die Befreiung von der Verkehrssteuer in Verbindung mit der Befreiung von der Zulassung in Belgien.

35. In diesem Rahmen ist jede in Belgien wohnhafte Person, die die Eigenschaft eines Selbständigen hat, und die Ausübung einer tatsächlichen beruflichen Aktivität im Mitgliedstaat, in dem das benutzte Fahrzeug zugelassen worden ist, nachweisen kann, von der Pflicht der Zulassung seines Fahrzeugs in Belgien und der Zahlung der Verkehrsste

36. Folgende Dokumente müssen sich an Bord des Fahrzeugs befinden:

- eine Kopie des Auftrags, durch den die betreffende natürliche Person mit ihrem ausländischen Auftraggeber verbunden ist;

- eine von diesem Auftraggeber ausgestellte Bescheinigung, aus der sich ergibt, dass das im Ausland zugelassene Fahrzeug tatsächlich dieser Person zur Verfügung gestellt wird.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

37. Die Person, die den Anspruch auf die Steuerbefreiung begründet, muss nicht notwendigerweise der Fahrer des Fahrzeugs sein. Wenn sich diese Person jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist es wichtig, dass die andere Person, die der Fahrer des Fahrzeugs ist, ihren Wohnsitz an derselben Adresse hat als diejenige, die den Anspruch auf eine Befreiung von der Zulassung in Belgien begründet.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

38. Der aktive Teilhaber und der Gesellschaftsbevollmächtigte (Geschäftsführer oder mit der Geschäftsführung der Gesellschaft beauftragtes Verwaltungsratsmitglied) können die hier vorgesehene Ausnahmeregelung in Anspruch nehmen, wenn sie für diese Aktivität entlohnt werden. Ihr Mandat darf also nicht unentgeltlich ausgeübt werden. Der nicht aktive Teilhaber und der Aktieninhaber einer Gesellschaft, deren Aktivität sich darauf begrenzt, die Früchte ihrer Investitionen zu ernten, ohne in dieser Gesellschaft eine tatsächliche Aktivität auszuüben, unterliegen jedoch nicht dem Sozialstatut der Selbständigen in Belgien, und können demnach die in dem Königlichen Erlass vom 20. Juli 2001 festgelegte Ausnahmeregelung nicht in Anspruch nehmen.

39. Abweichend von Ziffer 36 und spezifisch für die in Ziffer 38 genannten Personen müssen sich folgende Dokumente an Bord des Fahrzeugs befinden:

eine Kopie der Satzungen der Gesellschaft, in denen die Eigenschaft als aktiver Teilhaber, Geschäftsführer oder Verwalter (mit Entlohnung) bescheinigt wird;

der Leasingvertrag oder die Vereinbarung zur Zurverfügungstellung des Fahrzeugs.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

40. Der Person, die ihren Wohnort in der Wallonischen Region hat und als Selbständiger in einem ausländischen Staat arbeitet (eine reelle Aktivität, die z.B. durch das Vorhandensein von Büroräumen, eine Kundschaft und eine Kontrolle der Sozialsicherheit des Landes, wo die Aktivität ausgeübt wird, bescheinigt werden kann), und ein Fahrzeug benutzt, das bei einer ausländischen Leasinggesellschaft geleast wird, kann die Zulassung des Fahrzeugs in Belgien nicht auferlegt werden, wenn dieses Fahrzeug weder dazu bestimmt ist, hauptsächlich dauerhaft in Belgien benutzt zu werden, noch tatsächlich auf diese Weise benutzt wird.

Die Ausweitung des Rechts, von der Zulassungspflicht nach dem vorigen Paragraphen befreit zu werden, ergibt sich aus der Europäischen Rechtsprechung, kraft welcher "weder der Umstand, dass eine in Belgien wohnende Person ihre selbständige Tätigkeit in Luxemburg als natürliche Person mit dauerhafter Niederlassung in diesem Mitgliedstaat ausübt und nicht als leitender Angestellter oder Geschäftsführer einer in diesem Mitgliedstaat niedergelassenen Gesellschaft tätig ist, noch die Tatsache, dass er selbst das Fahrzeug bei einer luxemburgischen Gesellschaft geleast hat und nicht ein Arbeitgeber zwischengeschaltet wurde, der ihm anschließend ein Fahrzeug überlassen hätte, eine Zulassungspflicht wie die im Ausgangsverfahren in Rede stehende rechtfertigen können". (Beschluss vom 24. Oktober 2008 in Sache Marc Vandermeir gegen den Belgischen Staat - FÖD Finanzen, C 364/08).

41. Abweichend von Ziffern 36 und 39, und spezifisch für die in Ziffer 40 genannten Personen müssen sich folgende Dokumente an Bord des Fahrzeugs befinden:

- eine Kopie des bzw. der laufenden Unternehmensverträge;

- der Leasingvertrag oder die Vereinbarung zur Zurverfügungstellung des Fahrzeugs.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.4. Ausdehnung der Rechtsprechung und verordnungsrechtliche Klarstellung zugunsten der gelegentlichen Benutzer von im Ausland zugelassenen Fahrzeugen - Begriff der "unentgeltlichen Gebrauchsüberlassung"

42. Die hier in Frage kommende Angelegenheit ist diejenige einer Kontrolle, aus der sich die Benutzung eines im Ausland zugelassenen Fahrzeugs durch eine in der Wallonischen Region wohnende Person außerhalb jeglicher Leistung mit wirtschaftlichem Charakter ergeben hat, d.h. eine unentgeltliche Gebrauchsüberlassung (ein unentgeltlicher grenzüberschreitender Verleih).

43. Verstößt in diesem Fall die nationale Regel, nach der dieses Fahrzeug in dem Staat zugelassen werden muss, in dem der Benutzer seinen Wohnort hat, gegen eine Regel des europäischen Rechts?

44. Der EuGH hat sich diesbezüglich in einem Urteil vom 26. April 2012 ausgesprochen (verbundene Rechtssachen C-578/10, C-579/10 und C/580/10 anschließend an Vorabentscheidungsersuche, die vom Hoge Raad der Niederlande (Niederlande) beim Gerichtshof eingereicht wurden).

45. In dieser Sache hat der Gerichtshof die Auffassung vertreten, dass ein unentgeltlicher grenzüberschreitender Verleih eines Kraftfahrzeugs als Kapitalverkehr im Sinne von Artikel 56 EG qualifiziert werden konnte.

46. In ihrem Urteil hat der Gerichtshof das Folgende für Recht erkannt:

"Art. 56 EG ist dahin auszulegen, dass er der Regelung eines Mitgliedstaats entgegensteht, nach der dessen Einwohner, wenn sie in einem anderen Mitgliedstaat zugelassenes Fahrzeug von einem Einwohner dieses Mitgliedstaats geliehen haben, bei der erstmaligen Ingebrauchnahme dieses Fahrzeugs auf dem nationalen Straßennetz eine Steuer, die normalerweise bei der Zulassung eines Fahrzeugs im erstgenannten Mitgliedstaat fällig wird, in voller Höhe zahlen müssen, ohne dass die Benutzungsdauer des Fahrzeugs auf diesem Straßennetz berücksichtigt wird und ohne dass diese Personen ein Recht auf Befreiung oder Erstattung geltend machen können, wenn das Fahrzeug weder dazu bestimmt ist, im Wesentlichen dauerhaft im erstgenannten Mitgliedstaat benutzt zu werden, noch tatsächlich so benutzt wird".

47. Der Gerichtshof urteilt abschließend, dass es dem nationalen Gericht obliegt, die Dauer des Verleihes und die Art der tatsächlichen Verwendung der ausgeliehenen Fahrzeuge zu beurteilen.

48. Was den vorhergehenden Punkt angeht, müssen somit die Bestimmungen des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2014 berücksichtigt werden, in dem vorgeschrieben wird, dass die Zulassung nicht Pflicht ist, wenn das Fahrzeug für höchstens einen Monat gebraucht wird; dabei ist ein durch den ausländischen Inhaber ausgestelltes Dokument im Fahrzeug mitzuführen, durch das bescheinigt wird, dass dieser eine zeitlich begrenzte Erlaubnis für den Gebrauch des Fahrzeugs erteilt, mit Angabe der Gültigkeitsdauer (S. oben Ziffer 2.3.1 f).

49. Der unentgeltliche Verleih eines im Ausland zugelassenen Fahrzeugs darf also nicht von Monat zu Monat verlängert werden. Die Begrenzung auf einen Monat pro Steuerjahr ist also strikt zu verstehen.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

50. Das Dokument, durch das der unentgeltliche Verleih bescheinigt wird, muss sich ständig an Bord des betreffenden Fahrzeugs befinden.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

51. Die Person, die den Anspruch auf die Steuerbefreiung begründet, muss nicht notwendigerweise der Fahrer des Fahrzeugs sein. Wenn sich diese Person jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist es wichtig, dass die andere Person, die der Fahrer des Fahrzeugs ist, ihren Wohnsitz an derselben Adresse hat als diejenige, die den Anspruch auf eine Befreiung von der Zulassung in Belgien begründet.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.5. Fahrzeuge, die von einem Beamten gesteuert werden, der in Belgien wohnhaft ist und für eine in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegene internationale Einrichtung tätig ist.

52. Die Akkreditierungskarte des internationalen Beamten muss sich immer an Bord des Fahrzeugs befinden. Darüber hinaus muss sich die internationale Einrichtung, für die er arbeitet, in dem Land befinden, wo das betreffende Fahrzeug zugelassen ist.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

53. Die Person, die den Anspruch auf die Steuerbefreiung begründet, muss nicht notwendigerweise der Fahrer des Fahrzeugs sein. Wenn sich diese Person jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist es wichtig, dass die andere Person, die der Fahrer des Fahrzeugs ist, ihren Wohnsitz an derselben Adresse hat als diejenige, die den Anspruch auf eine Befreiung von der Zulassung in Belgien begründet.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.6. Fahrzeuge, die durch Studenten, die im Ausland wohnhaft sind und sich in Belgien nur zum Zweck aufhalten, ihr Studium an einer in Belgien ansässigen Lehranstalt fortzusetzen, für die tatsächliche Dauer ihres Studiums an einer in Belgien ansässigen Lehranstalt benutzt werden.

54. Die gültige Bescheinigung der letzten Einschreibung des im Ausland wohnenden Studenten in der betreffenden Lehranstalt ist im von der Steuerbefreiung betroffenen Fahrzeug mitzuführen.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der Fahrer des Fahrzeugs die betreffenden Steuern zu entrichten.

55. Der im Ausland wohnende Student muss nicht notwendigerweise der Fahrer des betreffenden Fahrzeugs sein. Wenn sich der im Ausland wohnende Student jedoch nicht im Fahrzeug befindet, ist jedoch wichtig, dass der in der Wallonischen Region wohnende Fahrer des Fahrzeugs seinen Wohnort oder seinen Wohnsitz an derselben Adresse wie diejenige des im Ausland wohnenden Studenten hat.

Ist dies nicht der Fall, so hat der in der Wallonischen Region wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.7. Fahrzeuge, die in einem anderen Mitgliedstaat zugelassen sind, aber belgischen Ansässigen gehören, die diese ausnahmsweise in Belgien benutzen.

56. Die Benutzung darf 30 Tage pro Kalenderjahr nicht überschreiten.

57. Ein von dem Inhaber ausgestelltes und unterzeichnetes Dokument, in dem deutlich die Daten des Beginns und des Endes der Benutzung des Fahrzeugs in Belgien angegeben werden, ist im Fahrzeug mitzuführen.

58. Das in Ziffer 57 erwähnte Dokument muss sich ständig an Bord des betreffenden Fahrzeugs befinden.

Wird diese Bedingung nicht beachtet, so hat der in der Wallonie wohnhafte Fahrer, wer immer er auch sei, die betreffenden Steuern zu entrichten.

2.4.8. Benutzung in Belgien durch eine im Ausland wohnhafte Person eines unter einem durch einen anderen Mitgliedstaat ausgestellten Handelskennzeichen zugelassenen Fahrzeugs

59. Der Verkehr ist nur dann erlaubt, wenn die vier nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

- die gültige Genehmigung für die Teilnahme am Straßenverkehr als mit einem Handelskennzeichen versehenes Fahrzeug befindet sich an Bord des Fahrzeugs und die Gültigkeit dieser zu dieser Genehmigung gehörenden Handelskennzeichen ist nicht abgelaufen;

- das Fahrzeug nimmt zu seiner Einfuhr, seiner Ausfuhr oder seinem Transit am Straßenverkehr teil im Rahmen eines durch Zolldokumente oder einer Kopie der Rechnung nachweisbaren innergemeinschaftlichen Handelsgeschäfts;

- das Fahrzeug darf lediglich verwendet werden, wenn es keine direkte oder unmittelbare Gefahr für die Verkehrssicherheit darstellt;

- das Fahrzeug ist für die Teilnahme am Straßenverkehr auf der gesamten Strecke versichert.

60. Erfüllt es diese Bedingungen nicht, darf ein unter einem durch einen anderen Mitgliedstaat ausgestellten Handelskennzeichen zugelassenes Fahrzeug in unserem Gebiet nicht am Verkehr teilnehmen. Gegebenenfalls wird ein Besteuerungsverfahren angewandt.

III. PRINZIP DES STEUERANSPRUCHS

61. Laut Artikel 22 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (EstGStGB) gilt Folgendes:

„ § 1. Die (Verkehrs)Steuer ist für aufeinanderfolgende Zeiträume von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten geschuldet, wobei der erste Zeitraum ab dem ersten Tag des Monats läuft, im Laufe dessen das Fahrzeug im genannten Verzeichnis (d.h. im Fahrzeugverzeichnis der Direktion für Fahrzeugzulassungen) eingetragen bzw. einzutragen ist.

§ 2. Jeder Zeitraum von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten nach § 1 bildet ein Steuerjahr. Dieses wird durch die Jahreszahl des Jahres bezeichnet, im Laufe dessen sich der Anfang dieses Zeitraums befindet.“

62. Artikel 29 EstGStGB bestimmt ebenso:

„Die Steuer muss so wie in der Zahlungsaufforderung, die die von der Regierung bestimmte Dienststelle zu diesem Zweck an den Steuerpflichtigen richtet, angegeben, und binnen der dort stehenden Frist eingezahlt werden. Diese Frist muss jedoch mindestens fünfzehn Tage betragen.

Wenn diese Anweisung fehlt, so muss die Steuer nach von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten spätestens am Ablauf des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen sie geschuldet ist, entrichtet werden.“

63. Es gilt noch darauf hinzuweisen, dass hinsichtlich des Besteuerungsverfahrens, der Veranlagungsfrist und des Anspruchs auf die Verkehrssteuer für Kraftfahrzeuge, auch die Bestimmungen des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 (Kapitel III und IV) zu berücksichtigen sind.

IV. BESTEUERUNGSVERFAHREN

64. Was die Mittel betrifft, die dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Steuerwesen in Sachen Ermittlungen, Kontrollen und Beweismittel zu Zwecken der Erhebung der in vorliegendem Rundschreiben genannten Steuer zur Verfügung gestellt werden, wird auf die geltenden Verordnungstexte hingewiesen, d.h. hauptsächlich das Dekret vom 6. Mai 1999 (Kapitel II).

65. Was die administrativen und gerichtlichen Rechtsmittel betrifft, die dem Steuerpflichtigen offen sind, wenn er die festgestellte Besteuerung bestreiten möchte, wird ebenfalls auf die Bestimmungen des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 hingewiesen (Kapitel V).

VINKRAFTTRETEN

66. Das vorliegende Rundschreiben ist ab sofort anwendbar.

Namur, den 4. September 2019

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205528]

4 SEPTEMBER 2019. — Omzendbrief betreffende de verkeersbelasting of de inverkeersstellingsbelasting op de auto's. — In het buitenland ingeschreven voertuigen die door een persoon die in het Waalse Gewest verblijft, op het Waalse grondgebied gebruikt worden. — Voorwaarden voor de aanslag, de vrijstelling, en de eisbaarheid betreffende de verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting

I. INLEIDING

1. Deze omzendbrief ligt in de lijn van de 5de hervorming van de federale Staat en van de bekrachtigde overdrachten van fiscale bevoegdheden ten gunste van de deelgebieden.

2. Deze omzendbrief heeft betrekking op de aangelegenheid van de verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting voor de zogenaamde "geautomatiseerde" autovoertuigen, waarvan de dienst van de belasting voortaan, en dit vanaf 1 januari 2014, voor het Waalse Gewest door de Waalse Overheidsdienst wordt gewaarborgd.

3. Het doel van deze omzendbrief bestaat meer specifiek in het bepalen van de voorwaarden van een eventuele belastingheffing ten gunste van het Waalse Gewest van voertuigen die in een buitenlandse Staat ingeschreven zijn en die in die in het Waalse Gewest in het verkeer worden gebracht door personen die aldaar verblijven.

4. De "geautomatiseerde" voertuigen zijn de voertuigen waarvoor de inschrijving in het Belgisch voertuigenrepertorium dat door de Directie voor Inschrijving van de Voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gehouden, of het feit dat ze in bedoeld repertorium van de DIV hadden ingeschreven moeten worden, aanleiding geven tot de verkeersbelasting of de inverkeersstellingsbelasting. Het gaat met name om de volgende voertuigen :

- personenauto's;
- auto's voor dubbel gebruik (break);
- minibussen;
- ziekenauto's;
- motorfietsen van meer dan 250cc,
- motorfietsen-driewielers, de motorfietsen-vierwielers;
- lichte vrachtauto's,
- bootaanhangwagens;
- kampeeraanhangwagens (caravan);
- kampeerauto's (motorhomes, autocaravans);
- aanhangwagens en opleggers met een maximaal toegelaten massa hoger dan 750 kg en kleiner dan of gelijk aan 3500 kg.

5. Het begrip van verblijf in Wallonië voor een belastingplichtige betekent dat de persoon voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

- a) ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Waalse gemeente;
- b) ingeschreven zijn in de Belgische Kruispunbank van Ondernemingen als rechtspersoon;
- c) als rechtspersoon opgericht zijn door of krachtens het internationaal of buitenlands recht en beschikken over een vaste verblijfplaats in België waar het voertuig beheerd of gebruikt wordt.

II. TOEPASSINGSGEBIED

2.1. Reglementaire basis

6. De in deze omzendbrief bedoelde aangelegenheid wordt geregeld bij diverse reglementaire teksten, namelijk :

- het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (hierna "WGB" genoemd), Titel II, wat betreft de verkeersbelasting op autovoertuigen;
- het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, wat betreft de inschrijving van autovoertuigen;
- het koninklijk besluit van 18 juni 2014 tot wijziging van voormeld koninklijk besluit van 20 juli 2001, wat betreft de inschrijving van autovoertuigen;
- het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;
- het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

2.2. Aanslagprincipe

2.2.1. Verplichting tot inschrijving

7. Artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2001) verplicht de personen die in België verblijven om er de voertuigen die ze in het Rijk gebruiken te laten inschrijven, en dit, zelfs indien deze voertuigen reeds in een ander land zijn ingeschreven.

8. Bovenbedoeld artikel legt dus het algemeen principe van de inschrijving in België vast voor elk voertuig ingeschreven in het buitenland en gebruikt op het Belgische grondgebied door personen die aldaar verblijven.

2.2.2. Onderwerping aan de verkeersbelasting op autovoertuigen

9. Uit deze verplichting tot inschrijving in België van de voertuigen bedoeld in artikel 3, § 1, van bovenvermeld koninklijk besluit volgt het principe zelf van de onderwerping van bedoelde voertuigen aan de verkeersbelasting op autovoertuigen, krachtens de artikelen 3, 21 en 30 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (WGB).

10. Volgens artikel 3 van het WGB, dat bepaalt welke voertuigen aan de verkeersbelasting worden onderworpen, wordt "er een belasting geheven op de stoom- of motorvoertuigen dienende hetzij tot het vervoer van personen, hetzij tot het vervoer van goederen of van om het even welke voorwerpen over de wegen".

11. Artikel 21 van hetzelfde WGB legt dan weer het principe zelf van het ontstaan van de belastingschuld vast, en bepaalt hetgeen volgt: "de belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die vermeld is of het moet zijn op het inschrijvingsbewijs zolang een voertuig op naam van deze persoon is of moet zijn ingeschreven in het repertorium van de Directie voor de Inschrijving van de Voertuigen.

De in het eerste lid beoogde voertuigen zijn de personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik, de trage auto's voor dubbel gebruik, de minibussen, de ziekenauto's, de motorfietsen, de motorfietsen-driewielers, de motorfietsen-vierwielers, de lichte vrachtauto's, de trage lichte vrachtauto's, de bootaanhangwagens, de kampeeraanhangwagens, de kampeerauto's, de aanhangwagens en opleggers met een maximaal toegelaten massa tot 3.500 kg".

12. Ten slotte, legt artikel 30 van het WGB de plaats van aanslag van de belasting vast: "de plaats van aanslag is de gemeente die vermeld is of het moet zijn op het inschrijvingsbewijs op het ogenblik van het ontstaan van de belastingschuld."

2.2.3. Onderwerping aan de inverkeersstellingsbelasting op autovoertuigen

13. Uit die verplichting tot inschrijving in België van de voertuigen bedoeld in artikel 3, § 1, van bovenvermeld koninklijk besluit volgt het principe zelf van de onderwerping van bedoelde voertuigen aan de inverkeersstellingsbelasting op autovoertuigen, krachtens de artikelen 94 en 99 tot 101 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (WGB).

14. Artikel 94 bepaalt de voertuigen die aan de inverkeersstellingsbelasting moeten worden onderworpen. De artikelen 99 tot 101 bepalen het principe van het ontstaan van de belastingschuld evenals de plaats van heffing van de belasting.

2.2.4. Fiscale bevoegdheid van het Waalse Gewest

15. Ingevolge de overdracht van fiscale bevoegdheden ten gunste van de deelgebieden die zich op 1 januari 2014 heeft voorgedaan, heeft het Waalse Gewest de dienst van de belasting inzake verkeersbelasting en inverkeersstellingsbelasting op autovoertuigen overgenomen.

16. De verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting die vroeger door de FOD Financiën werden beheerd, worden voortaan door de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst vastgelegd en geïnd.

17. Sinds 1 januari 2014 behoort het voorwerp van deze omzendbrief voortaan tot de bevoegdheid van de bovenvermelde gewestelijke overheden.

18. Het Waalse Gewest, via de Waalse Overheidsdienst en de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit, is dan ook uitsluitend bevoegd om de voertuigen ingeschreven in het buitenland en gebruikt op zijn grondgebied door personen die in het Waalse Gewest verblijven, aan de verkeersbelasting te onderwerpen.

2.3. Uitzonderingen op het aanslagprincipe

19. Er bestaan een bepaald aantal uitzonderingen op het principe van onderwerping aan de verkeersbelasting en aan de inverkeersstellingsbelasting op voertuigen ingeschreven in het buitenland, zoals bepaald in punt 2.2.

20. De gevallen van vrijstelling van de verkeersbelasting en van de inverkeersstellingsbelasting voor de in het buitenland ingeschreven voertuigen vloeien voort uit de niet-verplichting tot inschrijving in België die van toepassing is op een limitatief opgesomd aantal toestanden.

21. Deze gevallen worden vermeld in de §§ 2 en 3 van artikel 3 van bovenvermeld koninklijk besluit van 20 juli 2001.

22. Krachtens dat artikel is de inschrijving in België niet verplicht voor :

a) het motorvoertuig dat door een buitenlands professioneel dienstverlenend bedrijf voor hoogstens 6 maanden, niet hernieuwbaar, wordt verhuurd aan een persoon die in België verblijft; het huurcontract op naam van diegene die het voertuig in het verkeer brengt dient zich aan boord van het voertuig te bevinden, ondertekend en gedateerd;

b) het voertuig dat een natuurlijke persoon gebruikt in de uitoefening van zijn beroep en in bijkomende orde voor privé-doeleinden, en dat door een buitenlandse werkgever of opdrachtgever aan deze persoon wordt ter beschikking gesteld; een kopie van de arbeidsovereenkomst of opdracht dient zich aan boord van het voertuig te bevinden, evenals een door de buitenlandse werkgever of opdrachtgever opgesteld document waaruit blijkt dat laatstgenoemde het voertuig heeft ter beschikking gesteld van die persoon;

c) het personenautovoertuig bestuurd door een ambtenaar die in België verblijft en werkt voor een internationale instelling gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie; een door de werkgever afgeleverde accreditatiekaart dient zich aan boord van het voertuig te bevinden;

d) het voertuig waarvan de eigenaar als tijdelijk afwezige persoon wordt beschouwd in de zin van artikel 18, 6°, 6° bis, 8° en 9° van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en waarbij dit laatste niet langer dan zes maanden zonder onderbreking in België wordt gestald;

Voor de toepassing van deze uitzondering worden als tijdelijk afwezige personen beschouwd:

- het militair personeel en burgerpersoneel van de Belgische strijdkrachten dat in het buitenland gestationeerd is, de militairen die in het buitenland gedetacheerd zijn, hetzij bij internationale of supranationale organismen, hetzij bij een militaire basis in het buitenland;

- tenzij ze uitdrukkelijk vragen afgevoerd te worden uit het bevolkingsregister van de gemeente, de federale, gewestelijke en gemeenschapsambtenaren die een functie opnemen op een Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging in het buitenland, op voorwaarde dat zij een hiërarchische band hebben met het posthoofd en dat zij ingeschreven worden op de diplomatieke lijst van de voornoemde vertegenwoordiging;

- tenzij ze uitdrukkelijk vragen afgevoerd te worden uit het bevolkingsregister van de gemeente, de personen die op coöperatieopdracht gestuurd worden door verenigingen die erkend zijn door de Directie-Generaal Ontwikkelings-samenwerking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, voor de duur van hun coöperatieopdracht.

e) de aanhangwagen die voor hoogstens zes maanden in het verkeer wordt gebracht;

f) het voertuig dat ten kosteloze titel ter beschikking wordt gesteld van een natuurlijke persoon bedoeld in § 1 gedurende een periode van ten hoogste één maand; een door de buitenlandse titularis opgesteld document dient zich aan boord van het voertuig te bevinden, waaruit blijkt dat laatstgenoemde toestemming verleent om het voertuig te gebruiken voor een bepaalde periode, met vermelding van de einddatum;

g) het voertuig dat wordt gebruikt door een in het buitenland verblijf houdende student gedurende de effectieve duurtijd van zijn studies, en die enkel in België verblijft om zijn studie voort te zetten in een in België gevestigde onderwijsinstelling. Het geldig attest van zijn laatste inschrijving in voornoemde onderwijsinstelling dient zich aan boord van het voertuig te bevinden.

23. Uit het geheel van die overwegingen volgt dat de verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting voor de voertuigen ingeschreven in het buitenland en gebruikt onder de in punt 2.2. bepaalde voorwaarden betreffende de onderwerping aan de belasting, in het Waalse Gewest daadwerkelijk verschuldigd blijven, behalve in de limitatief opgesomde gevallen waarin de belastingplichtige gemachtigd wordt om zijn voertuig niet in België in te schrijven.

2.4. Administratieve interpretaties en jurisprudentiële ontwikkelingen

24. De principes van aanslag en van vrijstelling van de verkeersbelasting en van de inverkeersstellingsbelasting bedoeld in de punten 2.2. en 2.3. hebben ook het voorwerp uitgemaakt van achtereenvolgende interpretaties en/of versoepelingen naar gelang van de administratieve praktijken van de bevoegde overheden alsook van de gerechtelijke beslissingen ter zake.

25. Er moet in het bijzonder aandacht worden besteed aan de hierna bepaalde toestanden.

2.4.1. Nieuwkomers in Wallonië uit het buitenland

26. Wanneer een persoon uit het buitenland in Wallonië aankomt, stemt de Administratie met een redelijke termijn van 30 kalenderdagen opdat die persoon inzake inschrijving en verkeersbelasting en inverkeersstellingsbelasting zich in orde stelt. Deze termijn wordt berekend vanaf de datum waarop de belastingplichtige als een Waalse ingezetene wordt beschouwd.

2.4.2. Motorvoertuig dat door een buitenlands professioneel dienstverlenend bedrijf voor hoogstens 6 maanden, niet hernieuwbaar, wordt verhuurd aan een persoon die in België verblijft.

27. Het huren door een persoon die in het Waalse Gewest verblijft, van een in het buitenland ingeschreven voertuig wordt beperkt tot een periode van maximum 6 maanden. Geen verlenging is dus mogelijk. Het wordt niet aanvaard dat eenzelfde belastingplichtige hetzelfde voertuig opnieuw huurt, behalve als hij de desbetreffende verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting betaalt.

28. Het huurcontract of het afschrift ervan dient zich aan boord van het voertuig voortdurend te bevinden.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

29. De persoon die recht geeft op de vrijstelling, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien deze persoon zich evenwel niet in het voertuig bevindt, is het van belang dat de andere persoon die de bestuurder van het voertuig is, zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres als de persoon die het recht op een niet-verplichting tot inschrijving in België opent.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.3. Terbeschikkingstelling van een voertuig in het kader van een arbeidsovereenkomst of een dienstopdracht

2.4.3.1. Vrijstelling ten gunste van de natuurlijke personen verbonden met een buitenlandse werkgever door een arbeidsovereenkomst

30. Het koninklijk besluit van 18 juni 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 5 september 2014) heeft een substantiële wijziging aangebracht in het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

31. Vóór de inwerkingtreding van bovenvermeld koninklijk besluit van 18 juni 2014 moest een attest dat vroeger afgegeven werd door de FOD Financiën - BTW-administratie, zich in het voertuig bevinden wanneer het voertuig dat een natuurlijke persoon gebruikte in de uitoefening van zijn beroep en in bijkomende orde voor privé-doeleinden, en dat door een buitenlandse werkgever of opdrachtgever aan deze persoon werd ter beschikking gesteld, en dit om de verplichting tot inschrijving van bedoeld voertuig in België te omzeilen.

32. Ten gevolge van de inwerkingtreding van bovenvermeld koninklijk besluit van 18 juni 2014 en zoals bepaald in punt 2.3. wordt de voorafgaande eis van aanwezigheid van een BTW-attest aan boord van het voertuig voortaan vervangen door de eis om over de twee volgende documenten aan boord te beschikken:

- een afschrift van de arbeidsovereenkomst waarmee de betrokken natuurlijke persoon aan zijn werkgever verbonden wordt;

- een door deze werkgever opgemaakt attest waaruit blijkt dat het in het buitenland ingeschreven voertuig werkelijk ter beschikking wordt gesteld van deze persoon.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

33. De persoon die recht geeft op de vrijstelling, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien deze persoon zich evenwel niet in het voertuig bevindt, is het van belang dat de andere persoon die de bestuurder van het voertuig is, zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres als de persoon die het recht op een niet-verplichting tot inschrijving in België opent.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.3.2. Uitbreiding tot de natuurlijke personen verbonden met een buitenlandse opdrachtgever

34. De vrijstelling van de verkeersbelasting gebonden aan de vrijstelling van inschrijving in België komt ook de natuurlijke personen verbonden met een buitenlandse opdrachtgever ten goede.

35. In dit kader wordt elke Belgische ingezetene die de hoedanigheid van zelfstandige heeft en die de uitoefening van een werkelijke beroepsactiviteit in de Lidstaat waarin het gebruikte voertuig is ingeschreven, kan verantwoorden, ervan vrijgesteld zijn voertuig in België in te schrijven en de verkeersbelasting te betalen.

36. De volgende documenten moeten zich verplicht aan boord van het voertuig bevinden:

- een afschrift van de dienstopdracht waarmee de betrokken natuurlijke persoon aan zijn buitenlandse opdrachtgever verbonden wordt;

- een door deze opdrachtgever opgemaakt attest waaruit blijkt dat het in het buitenland ingeschreven voertuig werkelijk ter beschikking wordt gesteld van deze persoon.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

37. De persoon die recht geeft op de vrijstelling, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien deze persoon zich evenwel niet in het voertuig bevindt, is het van belang dat de andere persoon die de bestuurder van het voertuig is, zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres als de persoon die het recht op een niet-verplichting tot inschrijving in België opent.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

38. De werkende vennoot en de mandaathouder van een vennootschap (beheerder of bestuurder belast met het beheer van de vennootschap) kunnen in aanmerking komen voor de hier voorziene uitzonderingsregeling op voorwaarde dat ze voor deze activiteit bezoldigd worden. Hun mandaat mag dan ook niet kosteloos worden uitgeoefend. De niet-werkende vennoot en de aandeelhouder van een vennootschap die zich ertoe beperken, profijt te halen uit wat ze in de vennootschap geïnvesteerd hebben, zonder een werkelijke activiteit in deze vennootschap uit te oefenen, worden daarentegen niet onderworpen aan het sociaal statuut van de zelfstandigen in België en kunnen dus niet in aanmerking komen voor de uitzonderingsregeling bepaald bij het koninklijk besluit van 20.07.2001.

39. In afwijking van punt 36. en meer bepaald voor de personen betrokken bij punt 38. moeten de volgende documenten zich verplicht aan boord van het voertuig bevinden:

een afschrift van de statuten van de vennootschap waarbij hun hoedanigheid van werkende vennoot, beheerder of bestuurder (met bezoldiging) wordt bevestigd;

de leasingovereenkomst of de overeenkomst m.b.t. de terbeschikkingstelling van het voertuig.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

40. De persoon die zijn verblijfplaats in het Waalse Gewest heeft en die zijn beroep als zelfstandige in een buitenlands land uitoefent (werkelijke activiteit die bij voorbeeld kan worden bevestigd door het bestaan van een bureau, klanten en door een controle van de sociale zekerheid van het land waarin ze wordt uitgeoefend) en die een voertuig gebruikt, dat geleased is bij een buitenlandse leasingvennootschap, kan overigens de inschrijving in België niet opgelegd worden, wanneer dit voertuig noch bestemd wordt om hoofdzakelijk duurzaam gebruikt te worden op Belgisch grondgebied, noch feitelijk op deze manier wordt gebruikt.

De uitbreiding van het recht om in aanmerking te komen voor de vrijstelling van de verplichting tot inschrijving, die bedoeld is in de vorige paragraaf, vloeit voort uit de Europese rechtspraak krachtens welke "een inschrijvingsplicht zoals die welke in het hoofdgeding aan de orde is niet kan worden gerechtvaardigd met het argument dat een Belgische ingezetene zijn zelfstandige activiteit in Luxemburg uitoefent als natuurlijk persoon met een vaste inrichting in deze lidstaat, en niet als bestuurder of zaakvoerder van een in deze lidstaat gevestigde vennootschap, en evenmin met het argument dat de leasing van een voertuig direct door hemzelf werd aangegaan bij een Luxemburgse vennootschap, en niet door een werkgever die hem vervolgens een voertuig ter beschikking stelt." (Beschikking van 24 oktober 2008 - Zaak C 364/0/8 Marc Vandermeir tegen Belgische Staat - FOD Financiën).

41. In afwijking van de punten 36. en 39. en meer bepaald voor de personen betrokken bij punt 40. moeten de volgende documenten zich verplicht aan boord van het voertuig bevinden:

- een afschrift van het(de) lopende aannemingscontract(en);

- de leasingovereenkomst of de overeenkomst m.b.t. de terbeschikkingstelling van het voertuig.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.4. Jurisprudentiële uitbreiding en reglementaire specificatie ten gunste van de occasionele gebruikers van voertuigen ingeschreven in het buitenland - begrip van "kosteloze autolening"

42. De vraag die rijst, is die van een controle waaruit een gebruik blijkt, door een persoon die in het Waalse Gewest verblijft, van een in het buitenland ingeschreven voertuig buiten iedere dienstverrichting van economische aard om, namelijk een kosteloos gebruik (een grensoverschrijdende kosteloze autolening).

43. In een dergelijk geval doet de nationale regel volgens welke dit voertuig in de lidstaat van woonplaats van de gebruiker ingeschreven moet worden, al dan niet afbreuk aan een regel van Europees recht ?

44. Het Europees Hof van Justitie heeft zich over die zaak uitgesproken in een arrest van 26 april 2012 (gevoegde zaken C-578/10, C-579/10 en C/580/10 ten gevolge van prejudiciële vragen gesteld aan het Hof door de Hoge Raad der Nederlanden van Nederland).

45. In deze zaak was het Hof van oordeel dat de kosteloze grensoverschrijdende autolening een kapitaalbeweging in de zin van artikel 56EG vormt.

46. In zijn arrest verklaart het Hof dus voor recht dat:

”artikel 56 EG aldus moet worden uitgelegd dat het zich verzet tegen een regeling van een lidstaat volgens welke zijn inwoners die een in een andere lidstaat geregistreerd voertuig hebben geleend van een inwoner van laatstgenoemde staat, bij aanvang van het gebruik van dit voertuig op het nationale wegennet gehouden zijn tot betaling van het volledige bedrag van een belasting die normaliter verschuldigd is ter zake van de registratie van een voertuig in eerstgenoemde lidstaat, zonder dat rekening wordt gehouden met de duur van het gebruik van dit voertuig op dit wegennet en zonder dat deze personen aanspraak op vrijstelling of teruggaaf kunnen maken wanneer dit voertuig niet is bestemd om hoofdzakelijk in eerstgenoemde lidstaat duurzaam te worden gebruikt of daar feitelijk niet duurzaam wordt gebruikt”.

47. Het Hof oordeelt ten slotte dat de nationale rechterlijke instantie de duur van de leningen en de aard van werkelijk gebruik van de geleende voertuigen moet beoordelen.

48. Wat vorig punt betreft, moet voortaan rekening worden gehouden met de bepalingen van bovenvermeld koninklijk besluit van 18 juni 2014, dat bepaalt dat de inschrijving van het buitenlandse voertuig niet verplicht is wanneer dit voertuig gedurende een periode van ten hoogste één maand wordt gebruikt; bovendien dient een door de buitenlandse titularis opgesteld document, waaruit blijkt dat laatstgenoemde toestemming verleent om het voertuig te gebruiken voor een bepaalde periode, met vermelding van de einddatum, zich aan boord van het voertuig te bevinden (zie bovenvermeld punt 2.3.1.f).

49. De kosteloze lening van een voertuig ingeschreven in het buitenland mag dus niet van maand tot maand verlengd worden. De beperking van één maand per belastingjaar wordt dus strikt verstaan.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

50. Het document ter bevestiging van de kosteloze lening moet zich voortdurend aan boord van het betrokken voertuig bevinden.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

51. De persoon die recht geeft op de vrijstelling, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien deze persoon zich evenwel niet in het voertuig bevindt, is het van belang dat de andere persoon die de bestuurder van het voertuig is, zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres als de persoon die het recht op een niet-verplichting tot inschrijving in België opent.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.5. Geval van het voertuig bestuurd door een ambtenaar die in België verblijft en die voor een internationale instelling gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie werkt.

52. De accreditatiekaart van de internationale ambtenaar dient zich altijd aan boord van het voertuig te bevinden. Bovendien moet de internationale instelling waarvoor hij werkt, gelegen zijn in het land waarin het betrokken voertuig is ingeschreven.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

53. De persoon die recht geeft op de vrijstelling, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien deze persoon zich evenwel niet in het voertuig bevindt, is het van belang dat de andere persoon die de bestuurder van het voertuig is, zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres als de persoon die het recht op een niet-verplichting tot inschrijving in België opent.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.6. Gebruik van het voertuig dat wordt gebruikt door een in het buitenland verblijf houdende student gedurende de effectieve duurtijd van zijn studies, en die enkel in België verblijft om zijn studies verder te zetten in een in België gevestigde onderwijsinstelling

54. Het geldig attest van de laatste inschrijving van de in het buitenland verblijf houdende student in voornoemde onderwijsinstelling dient zich aan boord van het voertuig betrokken bij de vrijstelling te bevinden.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de bestuurder van het voertuig onderworpen aan de belastingheffing.

55. De student die in het buitenland verblijft, moet niet noodzakelijkerwijs de bestuurder van het betrokken voertuig zijn. Indien de student die in het buitenland verblijft, zich niet aan boord van het voertuig bevindt, is het van belang dat de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig zijn verblijfplaats of zijn woonplaats heeft op hetzelfde adres in België als de student die in het buitenland verblijft.

Bij gebreke daarvan wordt de belasting gevestigd in hoofde van de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn.

2.4.7. Geval van het voertuig dat in een andere lidstaat is ingeschreven, maar dat toebehoort aan een Belgische ingezetene die het bij wijze van uitzondering in België gebruikt

56. Het gebruik mag niet meer dan 30 dagen per kalenderjaar bedragen.

57. Een door de titularis opgesteld en ondertekend document dient zich aan boord van het voertuig te bevinden dat uitdrukkelijk de begin- en einddatum van het gebruik in België vermeldt.

58. Het in punt 57 vermelde document moet zich voortdurend aan boord van het betrokken voertuig bevinden.

Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd, wordt de in Wallonië verblijvende bestuurder van het voertuig, wie hij ook mag zijn, aan de belastingheffing onderworpen.

2.4.8. Geval van het gebruik in België door een in het buitenland wonende persoon van een voertuig dat is ingeschreven onder een commerciële plaat afgeleverd door een andere lidstaat

59. Het verkeer is toegestaan als en slechts als aan de volgende vier voorwaarden is voldaan:

- Een geldige toelating tot deelname aan het wegverkeer als voertuig voorzien van een commerciële plaat bevindt zich aan boord van het voertuig en de geldigheid van de bij deze toelating horende commerciële platen is niet verstreken;

- Deelname van het voertuig aan het wegverkeer voor de in-, uit- of doorvoer ervan in het kader van een aan de hand van douanedocumenten of kopie-facturen aantoonbare intracommunautaire handelstransactie;
- Toegelaten gebruik van het voertuig alleen wanneer het geen direct en onmiddellijk gevaar voor de verkeersveiligheid vormt;
- Het voertuig is verzekerd voor deelname aan het verkeer op het gehele traject.

60. Afgezien van deze voorwaarden mag een voertuig dat in het buitenland is ingeschreven onder een commerciële plaat van een andere lidstaat niet op ons grondgebied in het verkeer zijn. In voorkomend geval moet er een belastingprocedure worden uitgevoerd.

III. PRINCIPE VAN OPEISBAARHEID VAN DE BELASTING

61. Volgens artikel 22 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen:

” § 1. De (verkeers)belasting is verschuldigd per opeenvolgende tijdperken van twaalf achtereenvolgende maanden, waarvan het eerste ingaat de eerste dag van de maand waarin het voertuig in bedoeld repertorium is of moet worden ingeschreven (d.w.z. het repertorium van de Directie voor de Inschrijving van de Voertuigen - D.I.V.).

§ 2. Elk tijdperk van twaalf achtereenvolgende maanden bedoeld in § 1 vormt een aanslagjaar. Dit laatste wordt genoemd naar het jaar waarin het tijdperk een aanvang neemt.”

62. Artikel 29 van het WGB bepaalt ook:

”De belasting dient te worden gestort op de wijze en binnen de termijn aangeduid op de uitnodiging tot betalen dat te dien einde door de dienst aangewezen door de Regering, aan de belastingschuldige wordt verzonden. Deze termijn mag echter niet minder dan vijftien dagen zijn.

Bij gebrek aan dergelijk bericht moet de belasting volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten worden gestort uiterlijk bij het verstrijken van de maand volgend op die tijdens dewelke zij verschuldigd is.”

63. Op te merken valt dat wat de procedures inzake belastingheffing, aanslagtermijnen en opeisbaarheid van de verkeersbelasting verschuldigd voor de autovoertuigen, moet worden verwezen naar de bepalingen van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 (Hoofdstukken III en IV).

IV. BELASTINGHEFFINGSPROCEDURE

64. Wat betreft de middelen die ter beschikking worden gesteld van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit inzake onderzoeken, controles, bewijsmiddelen ter vestiging van de in deze omzendbrief bedoelde belasting, wordt hier verwezen naar de toepasselijke reglementaire teksten, namelijk voornamelijk het decreet van 6 mei 1999 (hoofdstuk II).

65. Wat betreft de administratieve en gerechtelijke beroepsmogelijkheden die de belastingplichtige kan aanwenden in geval van betwisting van de vastgestelde belastingheffing, wordt ook verwezen naar de bepalingen van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 (hoofdstuk V).

V. INWERKINGTREDING

66. De omzendbrief is onmiddellijk van toepassing.

Namen, 4 september 2019.

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

[C - 2019/42588]

Appel à la mobilité vers le Service public régional de Bruxelles. — Une expertise en marchés publics NL- m/f/x (attaché•e A1) - pour Bruxelles Pouvoirs locaux. — Direction Marché publics locaux (réf. 40001659)

Un emploi vacant d'attachée (rang A1) au cadre linguistique néerlandophone du Service public régional de Bruxelles (SPRB) est à conférer par mobilité intrarégionale ou externe en vertu de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sont visés par la mobilité intrarégionale le ministère et les organismes d'intérêt public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale visés à l'art. 3 :

- Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise;
- Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (Bruxelles-Environnement);
- Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (SIAMU);
- Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté;
- Institut bruxellois pour la Recherche et l'Innovation (Innoviris);
- Société du Logement de la Région bruxelloise;
- Office régional bruxellois de l'Emploi (Actiris);
- Société régionale du port de Bruxelles;
- Le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale;
- Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Service public régional de Bruxelles Fiscalité,

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

[C - 2019/42588]

Oproep tot mobiliteit naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel. — Deskundige inzake overheidsopdrachten NL (attaché A1) — m/v/x voor Brussel Plaatselijke Besturen. — Directie Lokale Overheidsopdrachten (ref. 40001659)

Er is een betrekking van attaché (rang A1) behorend tot het Nederlandstalige of Franstalige taalkader vacant verklaard bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB); de betrekking is in te vullen via intraregionale of externe mobiliteit op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

De intraregionale mobiliteit geldt voor het ministerie en de in artikel 3 vermelde instellingen van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren:

- Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest;
- Brussels Instituut voor Milieubeheer;
- Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;
- Net-Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid;
- Instituut ter bevordering van het Wetenschappelijk Onderzoek en de Innovatie van Brussel (Innoviris);
- Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;
- Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (Actiris);
- Gewestelijke vennootschap van de Haven van Brussel;
- De Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;
- Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;